

Unité départementale de la Somme
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80440 GLISY

GLISY, le 18 avril 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SOCOPIC

37 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny
BP38
59350 Saint-André-lez-Lille

Références : 2023 - E30059
Code AIOT : 0005103728

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/04/2023 dans l'établissement SOCOPIC implanté rue de Vaux 80080 Amiens. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Au cours de la visite d'inspection du 5 mai 2022, il a été constaté que la société SOCOPIC ne respectait pas certaines dispositions réglementaires concernant notamment la certification de son appareil de suivi en continu des rejets atmosphériques, son aptitude à mesurer avec une incertitude conforme aux exigences normatives et la vérification de la dérive de cet appareil dans le temps. De plus, certaines normes de prélèvements n'étaient pas respectées.

La société SOCOPIC a donc été mise en demeure le 9 septembre 2022 de se mettre en conformité sur ces points.

L'objectif de la visite d'inspection du 11 avril 2023 était de vérifier le respect des dispositions de cette mise en demeure.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCOPIC
- rue de Vaux 80080 Amiens
- Code AIOT : 0005103728
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SOCOPIC exploite des installations de production de vapeur dans la zone industrielle Nord d'Amiens.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- suivi des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 septembre 2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	Application procédures QAL/AST	Arrêté Préfectoral du 08/06/2021, article 3.2.5.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription
2	Assurance Qualité des AMS – QAL1	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription
3	Assurance Qualité des AMS – QAL2	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription
4	Assurance Qualité des AMS – QAL3	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription
5	Normes de prélèvements	AP Complémentaire du 08/06/2021, article 3.2.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en oeuvre les actions nécessaires permettant d'abroger les dispositions de la mise en demeure du 9 septembre 2022 précitée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Application procédures QAL/AST

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2021, article 3.2.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Application procédures QAL/AST
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 09/12/2022
Prescription contrôlée : [Les appareils de mesure en continu] appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL 2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST).
Constats : <u>Constats établis lors de la visite d'inspection du 5 mai 2022</u> Lors de la visite du 5 mai 2022, il a été constaté que l'exploitant ne disposait pas de procédure d'assurance qualité QAL3 pour les appareils de mesure en continu des rejets atmosphériques présents sur le site. <u>Constats établis lors de la visite d'inspection du 11 avril 2023</u> L'exploitant a présenté les procédures suivantes datées du 2 février 2023 : <ul style="list-style-type: none">- procédure d'étalonnage manuel de l'analyseur de fumée LAND FGA II ;- procédure d'utilisation du logiciel « SolAuditQ3 » ;- procédure pour effectuer le QAL3 sur l'analyseur de fumée LAND FGA II. L'inspection des installations classées propose d'abroger les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 septembre 2022 sur ce point.
Type de suites proposées : Abrogation de mise en demeure

N° 2 : Assurance Qualité des AMS – QAL1

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des AMS – QAL1
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 09/12/2022
Prescription contrôlée : Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1.
Constats : <u>Constats établis lors de la visite d'inspection du 5 mai 2022</u> Lors de la visite du 5 mai 2022, l'exploitant avait transmis le certificat MCERTS n° SIRA MC 040027/02 de l'appareil FGA Flue Gas Analyser and ChillerProbe. La certification était bien reconnue par le ministère de l'environnement de l'Angleterre (logo Environment Agency). Néanmoins, la date de validité du certificat était échu depuis le 15 février 2014. La procédure QAL1 n'était donc pas respectée. <u>Constats établis lors de la visite d'inspection du 11 avril 2023</u> L'exploitant a indiqué que son fournisseur ne commercialisait plus l'analyseur présent sur son site (courrier de la société AMETEK LAND du 3 mars 2015). Cet analyseur a fait l'objet d'une certification au moment de sa fabrication et le maintien de sa conformité dans le temps dépend de la réalisation des QAL2, QAL3 et de la vérification annuelle AST. Au vu des constats établis lors de la visite d'inspection du 11 avril 2023, l'inspection des installations considère que la procédure QAL1 est respectée. L'inspection des installations classées propose d'abroger les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 septembre 2022 sur ce point.
Type de suites proposées : Abrogation de mise en demeure

N° 3 : Assurance Qualité des AMS – QAL2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des AMS – QAL2
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 09/12/2022
Prescription contrôlée : [Les appareils de mesure en continu] sont étalonnés [...] selon la procédure QAL 2.
Constats : <u>Constats établis lors de la visite d'inspection du 5 mai 2022</u> Lors de la visite du 5 mai 2022, l'exploitant avait transmis le rapport d'étalonnage des systèmes de mesures automatiques (QAL2) établi par le bureau d'études APAVE le 29 janvier 2020 (rapport n° 20150031/1/version 1). Le QAL2 ne présentait pas d'étalonnage pour les capteurs mesurant les paramètres périphériques suivants : température et pression. <u>Constats établis lors de la visite d'inspection du 11 avril 2023</u> L'exploitant a présenté un bon de commande n° BC441297 établi le 19 juillet 2022 auprès de la société TESTO pour l'achat d'un capteur de pression (montant : environ 850 €). Il a également présenté les justificatifs attestant que : <ul style="list-style-type: none">- le capteur de pression a bien été installé et qu'il a été étalonné ;- le capteur de température présent sur le site a été étalonné. L'inspection des installations classées propose d'abroger les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 septembre 2022 sur ce point.
Type de suites proposées : Abrogation de mise en demeure

N° 4 : Assurance Qualité des AMS – QAL3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des AMS – QAL3
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 09/12/2022
Prescription contrôlée : L'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3.
Constats : <u>Constats établis lors de la visite d'inspection du 5 mai 2022</u> Lors de la visite du 5 mai 2022, il a été constaté que l'exploitant n'avait pas de procédure QAL3. <u>Constats établis lors de la visite d'inspection du 11 avril 2023</u> L'exploitant a présenté : <ul style="list-style-type: none">- un bon de commande n° BC451499 établi le 20 juillet 2022 auprès de la société SOLSTICE pour la fourniture d'un logiciel QAL3, la réalisation de 6 audits QAL3 et la formation des équipes d'ici la fin de l'année 2022 (montant : 6 163,74 €) ;- un rapport d'intervention du 6 septembre 2022 attestant que les mesures prévues dans le bon de commande précité ont été réalisées;- une attestation de formation aux manipulations QAL3 et à l'utilisation de la baie d'analyse. Ces documents ont été établis par la société SOLSTICE le 11 octobre 2022. Ils listent les points abordés et les noms des salariés présents ;- les procédures QAL3 datées du 2 février 2023. L'inspection des installations classées propose d'abroger les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 septembre 2022 sur ce point.
Type de suites proposées : Abrogation de mise en demeure

N° 5 : Normes de prélèvements

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/06/2021, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Normes de prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 09/12/2022
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant aménage les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des poussières, etc.) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier, les dispositions de la norme NF 44-052 (puis norme EN 1384-1) sont respectées.</p>
Constats : <p><u>Constats établis lors de la visite d'inspection du 5 mai 2022</u></p> <p>Lors de la visite du 5 mai 2022, il a été constaté que le rapport des mesures des rejets atmosphériques établi par l'organisme APAVE le 29 avril 2022 pour la chaudière F301 (référence 22206116-1 – version 1) indiquait que les sections de mesures présentaient des écarts à la norme NF EN 13284-1 pour les raisons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- le nombre d'axes de prélèvement était insuffisant (existence d'un seul axe exploitable). Les essais n'avaient pu être réalisés que sur cet axe ;- la surface de la passerelle était insuffisante au regard des exigences de sécurité et/ou de disponibilité d'espace pour les mesures. <p><u>Constats établis lors de la visite d'inspection du 6 février 2023</u></p> <p>L'exploitant a justifié avoir fait installer 2 trappes de prélèvements normalisées. Le rapport d'intervention n° 22-1148 établi par la société CHEMITHERM en septembre 2022 atteste que des travaux ont été réalisés sur la cheminée afin d'ajouter des nouvelles prises de mesures pour la rendre conforme selon la norme NF X 44-052.</p> <p>L'exploitant a précisé que les analyses des rejets atmosphériques seront désormais réalisées à l'aide d'une nacelle mobile, car il n'est techniquement pas possible de modifier la passerelle existante pour respecter les distances minimales de recul pour les mesures.</p> <p>L'exploitant a également présenté le rapport des mesures des rejets atmosphériques établi par l'organisme APAVE le 28 mars 2023 pour la chaudière F301 (référence 100045033-001-1). Ce rapport ne mentionne pas d'écarts à la norme NF EN 13284-1 concernant le nombre d'axes de prélèvement et la surface de la passerelle.</p> <p>L'inspection des installations classées propose d'abroger les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 septembre 2022 sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Abrogation de mise en demeure